

L'HOMME Guy, Emile, Auguste

Etat civil :

Né le 15 février 1934 à Pontarlier (Doubs).

Famille :

Marié, deux enfants (à la date de 1962).¹ Odile, Pascale, respectivement 9 et 3 ans en 1964.²

Position :

Inspecteur Général. Retraité.

Formation :

Baccalauréat 1^{ère} partie technique.³ E.N.S.P.T.T. 1962 (1er septembre)-1965. 12^e/16 concours entrée.⁴ 11^e/16 sortie promotion cursus E.N.A., 3^e E.N.S.P.T.T., 4^e général.⁵

Service militaire :

1er novembre 1954, maintenu du 30 avril 1956 au 17 avril 1957. Caporal chef.⁶

Carrière :

-1952 :

1er décembre 1952 : Entré dans l'administration en 1952 (1er décembre 1952⁷ : agent stagiaire des Installations - Stage DES puis Saint Jean en Royan⁸).

-1953 :

26 octobre 1953 : Contrôleur IEM (LGD) : La côte saint André (Isère) puis Lyon puis Paris LGD.⁹

-1958 :

27 octobre 1958 : Inspecteur IEM : C.N.E.T. puis direction des services d'Enseignement. Administrateur à la direction du personnel chargé du service informatique (mise en place de la gestion du personnel à l'aide des ensembles électroniques)¹⁰

-1965 :

Octobre 1965 : Administrateur de 2^eme classe.¹¹

¹ A.N., archives de l'E.N.S.P.T.T., 950497 carton 6, promotion E.N.A. 1962 fiche renseignement.

² Archives de l'E.N.S.P.T.T., A.N., C.A.C., 950497/1, dossier correspondance 1964.

³ A.N., archives de l'E.N.S.P.T.T., 950497 carton 6, promotion E.N.A. 1962 fiche renseignement.

⁴ A.N., archives de l'E.N.S.P.T.T., 950497 carton 6, classement entrée E.N.S.P.T.T. 1962.

⁵ A.N., archives de l'E.N.S.P.T.T., 950497 carton 6, classement final promotion 1962-1965.

⁶ A.N., archives de l'E.N.S.P.T.T., 950497 carton 6, promotion E.N.A. 1962 fiche renseignement.

⁷ Jacques Lemercier (dir.), Annuaire général des cadres Supérieurs du ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Espace, Paris, Fédération syndicaliste des travailleurs des P.T.T.-Force Ouvrière, 1988.

⁸ A.N., archives de l'E.N.S.P.T.T., 950497 carton 6, promotion E.N.A. 1962 fiche renseignement.

⁹ A.N., archives de l'E.N.S.P.T.T., 950497 carton 6, promotion E.N.A. 1962 fiche renseignement.

¹⁰ Messages, n°247, août 1976, p. 15.

¹¹ Fédération syndicaliste des travailleurs des P.T.T. Force Ouvrière, Annuaire général. Cadres administratifs et techniques. Chefs d'Etablissements des classes supérieures du ministère des Postes et Télécommunications, Paris, F.O.-P.T.T., 1967, p. 22. BHPT : PC 00463.

-1969 :

Janvier 1969 : Administrateur de 1ère classe.¹²

-1974 :

Administrateur à la direction des postes des Hauts-de-Seine.¹³

-1975 :

En 1975 il est chargé des fonctions de sous-directeur à la direction du personnel et des affaires sociales.¹⁴

-1976 :

Nommé sous-directeur en 1976, il dirige depuis 1978 le service de gestion du personnel et de la prévision à cette même direction.¹⁵

-1978 :

Il dirige depuis 1978 le service de gestion du personnel et de la prévision à cette même direction.¹⁶

-1979 :

21 mai 1979 : Assiste en tant que Sous-directeur à la Direction du Personnel et des Affaires Sociales à la séance du Comité Technique Paritaire Central de la D.I.P.A.S. qui porte sur le bilan de la titularisation des auxiliaires (avec entre autres Daucet et Schmit).¹⁷ En tant que président de séance, E. Simon lui demande de faire le bilan de l'opération de titularisation des auxiliaires. Indique que 43 000 candidats étaient présents aux examens de décembre 1976. 13 000 lors de la session d'avril 1976. Par ailleurs 7 200 candidats (...) sont inscrits pour la session du mois de juin prochain. Il précise qu'au 30 avril 1979, 30 000 titularisations ont été prononcées sur 44 000 emplois prévus au plan de titularisation et qu'il reste 13 000 auxiliaires à temps complet. Une accélération importante des mutations des titulaires vers les régions de Lyon et de Marseille a été l'une des conséquences bénéfiques de ces titularisations. A ce jour, les possibilités budgétaires au niveau de la catégorie C ont été presque totalement utilisées (29 000 sur 35 000). Compte tenu des 8 000 lauréats inscrits sur la liste spéciale, des lauréats de la session d'avril 1978 et de ceux de la prochaine session, les possibilités restantes (6000 emplois) seront donc largement dépassées. Les auxiliaires titularisés seront donc nommés sur des emplois vacants réservés à la nomination des postulants. L'importance des nominations des lauréats des examens réduit les possibilités de nomination offertes aux lauréats des concours normaux.¹⁸

¹² Fédération syndicaliste des travailleurs des P.T.T. Force Ouvrière, Annuaire général. Cadres administratifs et techniques. Chefs d'Etablissements des classes supérieures du ministère des Postes et Télécommunications, Paris, F.O.-P.T.T., 1973, p. 27. BHPT : PC 00463.

¹³ Messages, n°247, août 1976, p. 15.

¹⁴ Messages, n°247, août 1976, p. 15.

¹⁵ Messages des Postes et Télécommunications, n°285, octobre 1979, p. 34.

¹⁶ Messages des Postes et Télécommunications, n°285, octobre 1979, p. 34.

¹⁷ Procès verbal du C.T.P. de la D.I.P.A.S. du 21 mai 1979, archives C.G.T.-P.T.T., carton E 8 " C.T.P. D.I.P.A.S. 1965-1981 ", chemise " C.T.P. D.I.P.A.S. 1975-1981 ".

¹⁸ Procès verbal du C.T.P. de la D.I.P.A.S. du 21 mai 1979, archives C.G.T.-P.T.T., carton E 8 " C.T.P. D.I.P.A.S. 1965-1981 ", chemise " C.T.P. D.I.P.A.S. 1975-1981 ".

1er août 1979 : Inspecteur Général.¹⁹

-1982 :

6 mai 1982 : En tant que Directeur adjoint à la DIPAS, reçoit avec M. Favier (Directeur de la DIPAS) et M. Combes (Chargé des relations entre l'administration et les organisations syndicales) une délégation fédérale du syndicat C.S.L. Confédération Syndicale Libre " basé sur les principes de liberté, de tolérance et d'apolitisme. " syndicat qu'aucun gouvernement de droite n'a voulu reconnaître pour représentatif et qui s'est illustré à Citroën, après avoir été mêlé à tant d'affaires bien éloignées du syndicalisme.²⁰

-1983 :

28 février 1983 : Au moment de la réorganisation de la Direction du Personnel et des Affaires Sociales (D.I.P.A.S.) ses fonctions correspondent dans le nouvel organigramme à : Chef du service de la gestion du personnel et de la prévision. (Note de service n°035 du 28 février 1983, P. As. Cab. du Directeur du Personnel et des Affaires Sociales P. Favier).²¹

-1985 :

Inspecteur général à la direction du personnel et des affaires sociales (D.I.P.A.S.), habilité à signer par délégation du ministre des P.T.T. (L. Mexandeau) les actes individuels relatifs aux nominations, titularisations, mutations, promotions, mises en position de disponibilité ou de détachement ainsi qu'à l'acceptation de démissions concernant les fonctionnaires des Postes et Télécommunications, à l'exclusion des administrateurs, ingénieurs, inspecteurs généraux, directeurs régionaux, directeurs départementaux, attachés principaux d'administration centrale, directeurs d'établissement, receveurs hors série et chefs de centre hors série. Délégation de signature, arrêté n°4601 du 22 novembre 1985 (*J.O.* du 28 novembre 1985).²²

-1988 :

19 décembre 1988 : Participe (avec Prévot, Duchêne, Feneyrol, Wiener) à la première réunion du groupe de travail restreint pour la mise en oeuvre du débat public. 1 - Définition d'une méthode de travail. 2 - Stratégie de contact. 3 - Ordre des auditions. A - Maison : syndicats; associations. B - Extérieurs : Secteur de l'entreprise (fournisseurs matériel et services, clients, usagers.); Associations d'usagers représentatives; Principaux clients de la Poste; Hommes politiques - élus nationaux et locaux; Sous-traitants Poste - Télécom (interlocuteurs privilégiés); Tutelle étatique.²³

-1989 :

2 janvier 1989 : Participe (avec Prévot, Duchêne, Feneyrol, Wiener) à la réunion du groupe de travail pour la mise en oeuvre du débat public. Distribution et prise de contact avec le " Document d'Orientation Générale " sur le Débat Public émanant du Cabinet du ministre.

¹⁹Fédération syndicaliste des travailleurs des P.T.T. Force Ouvrière, Annuaire général. Cadres administratifs et techniques. Chefs d'Etablissements des classes supérieures du ministère des Postes et Télécommunications, Paris, F.O.-P.T.T., 1990, rubrique 2 non paginé. BHPT : PC 00463

²⁰ L'écho des carrières, n°11, juin 1982, archives C.G.T.-P.T.T., carton " Périodiques " P22.

²¹ Copie de la note de service du 28 février 1983, archives de la Poste, archives Zuber, A.N., C.A.C., 19850604/1 (F90 bis 6963).

²² Délégation de signature, arrêté n°4601 du 22 novembre 1985 (*J.O.* du 28 novembre 1985), Bulletin Officiel des P.T.T., 1985, doc 1056 cab 25, diff z, p. 115.

²³ Compte-rendu de la première réunion du groupe de travail restreint du 19 décembre 1988, archives de la Poste, A.N., C.A.C., 910752/3.

Réactions : -Problème de la place du service public/ Problème de la gestion/ problème de son coût pour la nation. -Les Télécommunications sont-elles un secteur prioritaire pour le pays? - Problème des analogies et donc des différences de niveau d'interprétation poste/télécom : en matière d'exploitation, les séparations poste - télécom sont irréversibles. Problème des missions : Services financiers de la Poste aujourd'hui, demain. Envoi du document aux interlocuteurs. Préparation d'un schéma de questionnement adapté.²⁴

10 janvier 1989 : Participe (avec Prévot, Duchêne, Feneyrol, Wiener) à la réunion du groupe de travail pour la mise en oeuvre du débat public. Elaboration d'un planning de travail hebdomadaire. Le Document remis au ministre se présentera sous la forme d'un procès – verbal de mission, la démarche état tournée vers l'action et non vers la démarche universitaire. La sélection des auditions devra être plus systématique. Eviter de tomber dans un parisianisme excessif. Au mois de juin les conclusions des missions devront comporter : - l'explication des problèmes posés. -Les suggestions de réponses et de propositions. Selon le cabinet du ministre la première phase consiste en une présentation des problèmes posés et la deuxième phase en une présentation des solutions envisageables. Selon M. Prévot, la première phase soit être conclue sous forme de présentation d'alternatives aux problèmes posés, et la deuxième phase sous forme de propositions relativement dégagées.²⁵

17 janvier 1989 : Participe (avec Prévot, Duchêne, Feneyrol, Wiener) à la réunion du groupe de travail pour la mise en oeuvre du débat public. Présentation de l'organigramme structurel inédit par la réorganisation du ministère des PTT. Rapport sur la réforme des PTT aux Pays-Bas. Secteur vital Cf. énergie, transport à leurs époques. Opérateurs publics forts. Motivation - intéressement. Sécurité du personnel problème du statut. Grand dessein - service public. Pratique d'un autre siècle - respect des partenaires - concertation et donc institutionnalisation des relations avec les correspondants. Définition des missions et charges du service public- "conseil de surveillance". Constitution de dossiers sur les thèmes suivants : amélioration du service public; qualité du service par rapport aux usagers; gamme de produits offerts; structure tarifaire; valorisation du réseau d'accueil; accueil clientèle etc.²⁶

24 janvier 1989 : Participe (avec Prévot, Duchêne, Feneyrol, Wiener) à la réunion du groupe de travail pour la mise en oeuvre du débat public. Point sur le budget annexe et son application, appel à un expert extérieur. Délimitation du monopole - Bilan comparatif France/Etranger. Fonctionnement de la Direction de la Déréglementation. Gestion des ressources humaines- "Discussion sur la rénovation du service public?". Problèmes de la déconcentration et de structure (pouvoir, budget, objectifs, poids). Plan de modernisation de la Poste et son accélération. Grandes orientations technologiques des Télécoms. Conséquences de l'internationalisation des firmes industrielles, rôle du CNET "vache à lait" pour la recherche = service offert ?. Extensions des filiales. Fonction commerciale au sein de la DG, image commerciale. Avenir des services financiers de la Poste. Avenir des opérations internationales de F. Télécom. Problème des coûts/avantages du régime juridique.²⁷

31 janvier 1989 : Participe (avec Prévot, Duchêne, Feneyrol, Wiener) à la réunion du groupe de travail pour la mise en oeuvre du débat public. Prendre contact avec les organisations syndicales mais au niveau confédéral. Rencontrer les chefs de service régionaux et

²⁴ Compte-rendu de la réunion du groupe de travail restreint du 2 janvier 1989, archives de la Poste, A.N., C.A.C., 910752/3.

²⁵ Compte-rendu de la réunion du groupe de travail restreint du 10 janvier 1989, archives de la Poste, A.N., C.A.C., 910752/3.

²⁶ Compte-rendu de la réunion du groupe de travail restreint du 17 janvier 1989, archives de la Poste, A.N., C.A.C., 910752/3.

²⁷ Compte-rendu de la réunion du groupe de travail restreint du 24 janvier 1989, archives de la Poste, A.N., C.A.C., 910752/3.

départementaux : les tenir au courant de l'évolution de la mission. Relations presse-campagne d'information France Télécom - problème de la liaison Cabinet du ministre/service de presse de France Télécom : influence de la réflexion France Télécom sur le contenu du premier rapport au ministre. Premier commentaire sur l'ébauche de la note devant être remise au ministre fin février. Premières propositions au Cabinet du ministre - assez large assentiment - définition de la stratégie communication du Débat Public.²⁸

7 février 1989 : Participe (avec Prévot, Duchêne, Feneyrol, Wiener) à la réunion du groupe de travail pour la mise en oeuvre du débat public. Rédaction du rapport. Consommateurs - usagers. Concurrents. Conditions de fonctionnement du SP [Service Postal] et ses handicaps. La France dans l'Europe et dans le monde. Les problèmes économiques et financiers. Organisation du Débat Public. Doute sur l'authenticité totale du discours des organisations représentatives. Indiquer des régions pour l'organisation des débats publics. Revoir les associations et les syndicats pour tester leur degré d'implication possible dans la perspective de la deuxième phase.²⁹

14 février 1989 : Participe (avec Prévot, Duchêne, Feneyrol, Wiener) à la réunion du groupe de travail pour la mise en oeuvre du débat public. Premier rapport. Introduction. - Missions de service public d'intérêt général listage exhaustif. II - Obligations de Service Public. III - PTT et exigences des usagers. IV - Concurrence et développement. V - Conséquences pour le Service Public.³⁰

21 février 1989 : Participe (avec Prévot, Duchêne, Feneyrol, Wiener) à la réunion du groupe de travail pour la mise en oeuvre du débat public. Regrouper les thèmes des tables rondes de manière à ce qu'un panel représentatif d'élus, de fonctionnaires et d'industriels puisse participer à chaque occasion. Participation des chefs d'établissements à la deuxième phase, par quel intermédiaire?. Moyens des directions générales à mettre à notre disposition. Regrouper les interlocuteurs en vue de la deuxième phase. Plusieurs films - segmentation - rôle des directions générales pour trouver la matière. Occuper les médias - piloter le débat et médiatisation. Conception du film : un "chapeau" commun et des éléments individualisés que l'on pourrait monter en fonctions des besoins. Problèmes : savoir ce que sera le rapport, qui conditionnera le contenu du film; harmonisation avec le deuxième étage. Interne : associations; hiérarchie; attention à la déconnexion en contactant les chefs d'établissements; rappel de l'expérience à France Télécom et du traumatisme encore réel. *Préormer* l'encadrement à l'envoi du rapport intermédiaire. Préparation des réponses aux questions qui se poseront en réaction du premier rapport. Rôle des négociations en cours avec le ministre et les syndicats. Trouver des animateurs pour les débats décentralisés. Envisager les éventuels responsables régionaux susceptibles d'être intéressants pour une rencontre décentralisée du Débat Public.³¹

22 février 1989 : Participe (avec Prévot, Duchêne, Feneyrol, Wiener) à la réunion du groupe de travail pour la mise en oeuvre du débat public. Numéro spécial de Messages. Faire apparaître l'organisation du Débat comme étant extérieur pour éviter que le Débat Public n'apparaisse comme un Débat sur le Statut. Devis à priori négatifs : refaire le coup Chevallier; Débat Public pour faire dire à l'extérieur ce que le ministre ne peut dire lui-même. Pédagogie

²⁸ Compte-rendu de la réunion du groupe de travail restreint du 31 janvier 1989, archives de la Poste, A.N., C.A.C., 910752/3.

²⁹ Compte-rendu de la réunion du groupe de travail restreint du 7 février 1989, archives de la Poste, A.N., C.A.C., 910752/3.

³⁰ Compte-rendu de la réunion du groupe de travail restreint du 14 février 1989, archives de la Poste, A.N., C.A.C., 910752/3.

³¹ Compte-rendu de la réunion du groupe de travail restreint du 21 février 1989, archives de la Poste, A.N., C.A.C., 910752/3.

à mettre en oeuvre sur le service public. Qui fait quoi? : stratifier. Confidentialité/délias. Parole des gestionnaires de la maison à prendre en compte. Faire entendre au niveau régional la position de l'administration et du politique. Film DGT de 45 minutes, perspective émission TV. Poste en retrait. Etablir un inventaire précis.³²

-1990 :

16 juillet 1990 : Nommé membre suppléant du comité technique paritaire central de la direction des affaires communes, en qualité de représentant de l'administration (arrêté n°3954 du 16 juillet 1990).³³

18 décembre 1990 : Assiste à la réunion de travail du groupe Reclassement [des personnels consécutif à la mise en place de la réforme des P.T.T.]. En tant qu'Inspecteur Général, désigné lors de cette réunion pour assurer le suivi de la procédure.³⁴

-1991 :

29 janvier 1991 : Chargé par H. Capelle du groupe " Ressources humaines " du groupe de synthèse sur les structures de La Poste dont H. Capelle assure la coordination et la présidence.³⁵

5 février 1991 : Participe à la réunion n°1 du groupe restreint " Ressources humaines " (Objectifs du groupe; calendrier de travail; Les problèmes de communication; La concertation; Préparation du rapport succinct).³⁶

18 février 1991 : Participe à la réunion n°1 du groupe " Ressources humaines " (Objectifs du groupe : production d'un premier cadrage sur la problématique de la réforme; Les grands principes à acter; Rapport d'étape faisant apparaître le Plan de Cadrage arrêté; Un projet détaillé devant être soumis au conseil d'administration en juillet).³⁷

8 février 1991 : Désigné par Hugues Capelle (Directeur du service du contrôle général de La Poste) pour animer le groupe de travail " Ressources humaines " du groupe de synthèse (présidé par H. Capelle) créé pour préparer les orientations et les décisions ainsi que pour la mise en place des nouvelles structures.³⁸

18 février 1991 : Participe à la réunion du groupe " Ressources Humaines " de la mission Capelle (proposer l'institutionnalisation de l'information des organisations syndicales au niveau national, la fixation d'un calendrier des rencontres lié à l'échéancier des travaux, harmonisation avec les directeurs délégués et le Siège. L'Homme interroge les Chefs de service territoriaux sur le vécu des problèmes sur le terrain qui fait ressortir notamment une inquiétude des cadres selon les situations personnelles et géographiques (chef-lieu possible de région possible ou pas)).³⁹

25 février 1991 : Participe à la réunion n°1 du groupe " Ressources humaines " (La communication; La concertation avec les syndicats; Les grands principes à valider; Les

³² Compte-rendu de la réunion du groupe de travail restreint du 22 février 1989, archives de la Poste, A.N., C.A.C., 910752/3.

³³ Bulletin Officiel des P.T.T., 1990, DAC/B41, doc 1040 DAC 13, p. 51. [CHP]

³⁴ Compte rendu de la réunion de travail du groupe " Reclassement ", 18 décembre 1990, archives de la Poste, archives Capelle, A.N., C.A.C., 980486/8.

³⁵ Note de H. Capelle pour les Directeurs Délégués, 29 janvier 1991, archives de La Poste, archives Capelle, A.N., C.A.C., 980486/2.

³⁶ Compte rendu de la réunion du 5 février 1991, archives de La Poste, A.N., C.A.C., 980486/8.

³⁷ Compte rendu de la réunion du 18 février 1991, archives de La Poste, A.N., C.A.C., 980486/8.

³⁸ Lettre de H. Capelle à G. L'Homme, 8 février 1991, archives de La Poste, archives Capelle, A.N., C.A.C. 980486/2.

³⁹ Compte rendu de la réunion n°1 du 18 février 1991 du Groupe Ressources Humaines, archives de La Poste, A.N., C.A.C., 980486/6.

grands principes pouvant servir de support aux reclassements; Argumentaire sur les postes des services opérationnels; Observations diverses).⁴⁰

25 février 1991 : Participe à la réunion n°1 du groupe Ressources Humaines (Direction de la Communication, Groupe de Synthèse) (Création décidée par la Direction de la Communication et validée par le Groupe de Synthèse de “Info structures” qui doit être diffusé jusqu’au niveau départemental; prise de rendez-vous avec les réorganisations syndicales; Soumet aux participants les principes intégrés dans le premier rapport de cadrage principes qui devront être validés par le Conseil de Direction Générale.)⁴¹

4 mars 1991 : Participe à la réunion n°3 du groupe “Ressources humaines” (Mission Capelle) (Les principes retenus dans le rapport de cadrage initial; Compte rendu e la réunion du Comité communication; La concertation; Le B.O. de 1986 (modification du B.O. de 1986); Prochaines étapes).⁴²

11 mars 1991 : Participe à la réunion n°4 du groupe “Ressources humaines” (Mission Capelle) (Examen de la note “Réformes des structures de la Poste redéploiement des personnels”; Propositions de contenu de la discussion avec les syndicats; Prochaines étapes).⁴³

20 mars 1991 : Participe à la réunion n°5 du groupe “Ressources humaines” (Mission Capelle) (Etat d’avancement des travaux de la mission Capelle; Information des services; Note sur la réforme de structure; Propositions de cessation anticipée d’activité (CAA)).⁴⁴

22 mars 1991 : Représente avec M. Coste, La Poste lors de l’audience accordée à l’Association des Cadres Supérieurs d’Etudes Techniques (Réforme territoriale : la déconcentration).⁴⁵

25 mars 1991 : Participe à la réunion n°6 du groupe “Ressources humaines” (Mission Capelle) (Point des travaux de la mission Capelle; Les redéploiements; Elaboration de la note sur l’accompagnement social).⁴⁶

4 avril 1991 : Participe (sans intervenir) à la réunion du groupe de synthèse sur les structures de La Poste (Mission Capelle).⁴⁷

23 octobre 1991 : F. Vielledent fait parvenir en tant que Directeur Général une lettre de mission à G. L’Homme (Inspecteur Général) qui le charge de suivre la mise en oeuvre par les Directeurs du siège et les directeurs délégués de l’accord cadre que F. Vielledent a signé avec deux organisations syndicales sur le volet social consécutif à la réforme des structures de La Poste (accord cadre approuvé le 23 juillet par le Conseil d’Administration).⁴⁸

⁴⁰ Compte rendu de la réunion du 25 février 1991, archives de La Poste, A.N., C.A.C., 980486/8.

⁴¹ Compte rendu de la réunion n°1 du groupe “Ressources Humaines”, 25 février 1991, archives de La Poste, archives Capelle, A.N., C.A.C., 980486/6.

⁴² Compte rendu de la réunion du 4 mars 1991, archives de La Poste, A.N., C.A.C., 980486/8.

⁴³ Compte rendu de la réunion du 11 mars 1991, archives de La Poste, A.N., C.A.C., 980486/8.

⁴⁴ Compte rendu de la réunion du 20 mars 1991, archives de La Poste, A.N., C.A.C., 980486/8.

⁴⁵ Compte rendu de l’audience accordée à l’Association des Cadres Supérieurs d’Etudes Techniques, 22 mars 1991, archives de La Poste, archives Capelle, A.N., C.A.C., 980486/3.

⁴⁶ Compte rendu de la réunion du 25 mars 1991, archives de La Poste, A.N., C.A.C., 980486/8.

⁴⁷ Compte rendu de la réunion du groupe de synthèse sur la réforme des structures de La Poste, 4 avril 1991, archives de La Poste, archives Capelle, A.N., C.A.C., 980486/2.

⁴⁸ Lettre de mission de F. Vielledent à G. L’Homme, 23 octobre 1991, archives de La Poste, archives H. Capelle, A.N., C.A.C., 980486/2.

-1994 :

16 septembre 1994 : Désigné comme représentant suppléant du directeur du contrôle général de La poste auprès du comité technique paritaire le 16 septembre 1994 (décision n°1259 du 16 septembre 1994).⁴⁹

Activités politiques, syndicales, associatives :

-1989 :

Vice-président en 1989 et au moins jusqu'en 1991 de la quatrième commission de l'I.R.E.P.P. consacrée aux ressources humaines.⁵⁰

Décorations, distinctions honorifiques :

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 10 juillet 1982 *J.O.* du 14 juillet 1982).⁵¹
Commandeur de l'Ordre National du Mérite Officier de la Légion d'Honneur le 13 juillet 1992 (Décret du 13 juillet 1992, *J.O.* des 13 et 14 juillet 1992).⁵² Officier de l'Ordre National du mérite du 10 août 1987 (décret du 10 août 1987, *J.O.* des 10 et 11 août 1987).⁵³

Oeuvres, articles, rapports, cours, violon d'Ingres, entretiens :

-1965 :

Janvier 1965 : “ La Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement ”, Courrier : cahiers d'études et d'information, n°47, 1er trimestre 1965.⁵⁴

-1971 :

Auteur avec J.-N. Milcent d'un article de 10 p. en 1971 sur “ La gestion du personnel par ensemble électronique ” qui sert à l'administration générale du ministère de l'Economie et des Finances de référence pour la Commission de développement de l'informatique (créée le 16 avril 1968) en ce qui concerne la mise au point de méthodes de gestion électronique du personnel (thèmes abordés : 1 - Principes généraux (Saisie des seules informations élémentaires, Rôle actif confié à l'ordinateur, Richesse de la base de données, Suppression du fichier manuel), 2 - L'application (Liaison gestion du personnel - centre de traitement, L'organisation du travail dans les sections de personnel, Les opérations de gestion collective, Diagramme relatif à une opération de gestion collective : l'avancement de grade), 3 - Situation actuelle et perspectives d'avenir (Améliorations techniques, Extension fonctionnelle, Gestion prévisionnelle (Analyse statistique des éléments contenus dans le fichier magnétique du personnel, Etudes mettant en oeuvre les techniques de simulation)).⁵⁵

-1986 :

Décembre 1986 : rapport sur les “ Conséquences sur la formation des administrateurs des PTT de la réduction de l'effectif des promotions de l'ENA. ”⁵⁶

⁴⁹ Bulletin des ressources humaines de La Poste, 1994, p. 23, in Bulletin Officiel de La Poste, 1994.

⁵⁰ Bulletin de l'I.R.E.P.P., octobre 1991, page de garde.

⁵¹ Bulletin Officiel des P.T.T., 1982, t.2, “ Saumon ”, Cab, 287 cab 12, p. 1.

⁵² Bulletin des ressources humaines de La Poste, 1992, “ Saumon ” p. 3, in Bulletin Officiel de La Poste, 1992.

⁵³ Bulletin Officiel des P.T.T., 1987, “ Saumon ”, doc 232, cab 17, p. 1.

⁵⁴ Cahiers d'études et d'information. Courrier-Revue trimestrielle, n°47, 1er trimestre 1965.

⁵⁵ Guy L'Homme, J.-N. Milcent, “ La gestion du personnel par ensemble électronique ”, 1971, S.A.E.F., 21-D-03, Fonds Administration générale, Commission de développement de l'informatique, Documents relatifs à la création, l'organisation et le fonctionnement de la Commission, 21-D-03 Les Méthodes.

⁵⁶ François Guillet, Ecole Nationale Supérieure des PTT. Histoire de la naissance et de la formation d'un corps d'Etat 1888-1988, Paris, Editions Hervas, p. 142.